

Individualisme religieux, ultra-urbanité et pluralisme...

Dans un contexte de mutation accélérée de nos logiques sociales, marquée par le phénomène ultra-urbain, le religieux belge, et particulièrement le catholicisme, était donné pour mourant, il y a dix ans à peine. Aujourd'hui la situation semble plus complexe, et spécifiquement à Bruxelles et dans ses alentours, où un nouveau modèle religieux paraît petit à petit émerger. Prenant acte de l'individualisation du croire, ce modèle en émergence surfe sur des logiques de mobilité des appartenances, d'expériences diversifiées du spirituel et de pluralisme des convictions et des pratiques.

Charles Delhez et Olivier Servais

Charles Delhez est sociologue, directeur du journal *Dimanche*.

Olivier Servais enseigne l'anthropologie et les sciences des religions à l'université catholique de Louvain, aux facultés universitaires de Namur. Il est membre du Laboratoire d'anthropologie prospective (<www.uclouvain.be/laap>).

Nous vivons une période de mutations religieuses rapides, c'est presque un truisme que d'énoncer ce fait. Les causes de cette transformation sont multiples. En Europe, le mode de vie urbain a profondément transformé la société. Ces évolutions de longue durée ont largement refaçonné nos modes de vie, si bien qu'on parle aujourd'hui de société urbaine, voire posturbaine. La Belgique est l'un des exemples emblématiques de cette mutation radicale. La société rurale qui l'a longtemps caractérisée se trouve *de facto* aujourd'hui en voie de disparition. Il ne s'agit bien entendu en rien d'une dispa-

rition des campagnes, mais de celle d'un mode d'être au monde spécifique, qui a, durant des siècles, présidé aux logiques sociales des réalités rurales et qui semble avoir littéralement « précontraint » le religieux européen, et particulièrement le catholicisme. Un nouveau mode de vie et une nouvelle appréhension de la réalité émergent ainsi dans cette Belgique à étendue urbaine prédominante. D'un espace territorial stable où les appartenances sociales, comme religieuses, étaient marquées dans le territoire par des frontières physiques et symboliques, on glisse très progressivement vers un espace mobile,

fondé avant tout sur le mélange (ou la confrontation) culturel. Ce nouvel espace mental donne la primauté à la position des acteurs et particulièrement à leur relation aux autres individus au détriment de leur ancrage dans un territoire collectif (en Belgique, ce fut notamment celui des fameux piliers). Dans une perspective similaire, la position des individus dans la hiérarchisation sociale traditionnelle est relativisée au profit de leur capital de réseaux sociaux. Ce bouleversement s'accompagne d'une évolution des stratégies des individus. Aujourd'hui, on voit exploser les stratégies relationnelles fondées sur un réseau social « affinitaire », c'est-à-dire où les personnes sont choisies par les individus et non imposées par les groupes sociaux auxquels ils appartiennent. Cette situation renforce les alliances interpersonnelles et l'individu comme référent social. Le phénomène est en outre accéléré et canalisé grâce aux développements technologiques.

L'individualisme « VIP » caractérise cet état de fait : « V » comme voiture, une véritable prolongation du corps accroissant son autonomie spatiale en démultipliant sa capacité mobile ; « I » comme internet, et surtout ici adresse de courriel ou pseudonyme de discussion qui permettent à chaque individu d'exister indépendamment de tout groupe social, sur la planète entière ; et enfin « P », comme portable, nous rendant « plus jamais seul » pour reprendre une expression de Benasayag, joignable partout et en tout temps, relié à notre réseau social ou au monde plus généralement. Le terme « réseau » est particulièrement approprié à ce triple outillage

technologique. La rhétorique courante en témoigne chaque jour : « J'ai du réseau » (GSM), « je suis sur le réseau » (internet), « le réseau est saturé » (routier). Ce mouvement global de transformation a un impact considérable sur les fondements du monde que nous quittons peu à peu. Cela se marque notamment par une désaffiliation institutionnelle et politique forte, la mise en valeur de valeurs de tolérance et un antidogmatisme prononcé qui traduit le refus de tout rapport d'autorité. On peut également ressentir ces effets dans le souci de pragmatisme, voire d'utilitarisme de nos contemporains. Les grandes utopies semblent manifestement rejetées au profit d'une pensée plus terre à terre.

L'EXCULTURATION DU CATHOLICISME

Frappé, comme toutes les institutions, le catholicisme est touché de plein fouet par ces mutations. Et de fait, pour l'ensemble du champ religieux européen, l'effondrement semble se développer d'abord en contexte urbain pour contaminer ensuite l'ensemble du paysage sociologique. Danièle Hervieu-Léger voit dans cet effondrement du modèle religieux catholique, et dans cette baisse des pratiques allant paradoxalement de pair avec une hausse des croyances, le symptôme d'une « exculturation », d'une inadaptation culturelle profonde du catholicisme. En d'autres termes, elle perçoit dans cette crise celle d'une institution religieuse avant tout façonnée par (et adéquate pour) un modèle sociologique rural, sédentaire et collectif. Ce paradigme n'a dès lors plus de véritable pertinence dans un contexte contemporain, urbain, mobile et

individualiste. Le constat tant en termes de valeurs qu'en termes d'organisation sociologique est donc celui d'une crise non du religieux en lui-même, mais d'une forme organisationnelle du religieux. De fait, sur la scène européenne, les changements les plus importants sont presque toujours à chercher du côté du catholicisme, le protestantisme comme l'orthodoxie connaissant des destins plus variés.

Rappelons tout d'abord quelques chiffres des enquêtes sur les valeurs de 1967 et 1998 et les données diocésaines de ces mêmes années, qui mettent en lumière les disparités entre régions et particulièrement entre Bruxelles et la Wallonie.

La diminution des pratiques n'a rien de nouveau, elle continue simplement à s'amplifier :

- baisse continue de la pratique hebdomadaire en Belgique (de 42,9 à 11,2 %), et plus spécifiquement en Wallonie (de 33,9 à 9,3 %) et surtout à Bruxelles où cette pratique atteint des niveaux presque insignifiants (de 24,3 à 6,3 %);
- baisse légèrement moins forte, mais tout aussi significative des baptêmes (de 93,6 à 64,7 %), et en Wallonie (de 92,8 à 64,8 %) et de nouveau à Bruxelles où la chute est vertigineuse (de 81,6 à 23,4 %);
- déclin des mariages (de 86,1 à 49,2 %), et en Wallonie (de 83,5 à 54,3 %) et à Bruxelles (de 61,5 à 20,6 %²).

Les pratiques qui résistent le plus sont les funérailles religieuses, même si elles reculent aussi (de 84,3 à 76,6 %), et plus en Wallonie (de 79,3 à 73,6 %) et surtout à Bruxelles (de 72 à 48,7 %). Si cette pratique persiste, elle connaît, comme les autres, une

mutation profonde de sa forme, sous l'impulsion des publics concernés : individualisation et personnalisation, autogestion, rôle accru des proches, mise en avant non du rite, mais des personnes concernées par le rite¹.

À lire ces données, urbanité (Bruxelles) semble rimer avec déchristianisation. Deux enquêtes récentes viennent cependant nuancer quelque peu ce constat. Malgré les apparences, nous nous situons toujours dans une Belgique francophone catholique : une majorité relative de Wallons et de Bruxellois se reconnaissent encore comme tels (48 % selon le baromètre *Dimanche-La Libre* de novembre 2005 et 43 % selon l'enquête *Vers l'Avenir-Dimanche* - UCL de février 2007), mais il y a un fossé entre les outils de mesure de la pratique et de l'observance des grands rites de passage et l'autoperception des catholiques. Le paroissien standard va une fois par mois, en moyenne, à l'église. Le rythme a changé, mais la pratique religieuse individualisée se développe en fonction de son quotidien et de ses relations personnelles. Les deux enquêtes révèlent quelque peu les pourtours de cette individualisation. L'église n'est plus le lieu de célébration d'une appartenance collective, mais l'endroit où l'on se retrouve soi-même avec des proches. L'évolution de cet individualisme religieux, en croissance, est intéressante à étudier dans un cadre de société capitaliste axée sur la consommation. Mais nous sommes aussi des individus citoyens : nos cadres politiques et économiques nous poussent aussi à plus d'individualisation.

¹ Hiernaux J.-P., Servais O. (dir.), « La mort : perceptions et pratique d'aujourd'hui », *Recherches sociologiques*, tome xxxii, vol. 2, 2001, p. 1-138.

² Nuancions toutefois ce troisième élément pour Bruxelles. De fait, il est hautement probable que, vu le manque de salles disponibles et le coût élevé de telles festivités à Bruxelles, une bonne part des mariages bruxellois se délocalisent en Wallonie. On restera donc prudent sur ces données précises.

Dans ce paysage, il existe des communautés chrétiennes bien identifiées. L'enquête de 2007 montre que 15 % des francophones se disent de l'Église catholique et pratiquants réguliers. Autour de ceux-ci, 39 % se disent catholiques et participent de temps en temps aux offices, que ce soient les baptêmes, mariages et enterrements ou les grandes fêtes comme Noël et Pâques. Plus de 54 % des francophones sont donc en lien avec l'Église catholique (même si seulement 42 % se disent croyants)... Parmi les croyants, nous pouvons observer du « mouvement ». Si une très large majorité (80,9 %) se dit fidèle à sa religion d'origine, 16 % ont été tentés par une autre religion ou même l'ont fréquentée quelque peu; et 3 % se présentent comme convertis. Les mouvements se font vers le bouddhisme et le protestantisme, puis le catholicisme et enfin l'islam. 17 % estiment que leur foi se renforce ou qu'elle est une découverte récente et 30,7 % observent qu'elle s'affaiblit ou est perdue. Il y a donc des mouvements dans les deux sens même si l'affaiblissement domine clairement.

À y regarder de plus près, ce n'est pas tant la foi qui fait défaut que les mots pour la dire. Ainsi, lorsqu'on interroge les francophones sur l'au-delà, 77 % disent qu'il y a quelque chose après la mort, mais souvent (37 %) sans savoir quoi. Parmi les catholiques pratiquants, seuls 44 % choisissent spontanément une des expressions classiques de la foi chrétienne: la résurrection des morts, le paradis ou le jugement de chacun selon ses actes; 44 %, tout en croyant, ne peuvent pas préciser.

Même le mot « Dieu » pose aujourd'hui problème. 77 % des 674 personnes interviewées n'en nient pas l'existence, mais 25 % ne parviennent pas à se prononcer. Ces personnes sont 49 % à le définir comme une force, une énergie, un esprit et seulement 22,5 % à le voir comme un Dieu avec qui on peut entrer en relation personnelle.

Les jeunes sont moins nombreux à se dire catholiques pratiquants, c'est certain. Cependant, pour évaluer la communauté catholique, il ne faut pas réfléchir seulement à partir de ces chiffres. Aujourd'hui, tout comme les jeunes couples ont des enfants plus tard, ils redécouvrent leur foi plus tard. La croissance des baptêmes d'adultes dans le catholicisme et le protestantisme est symptomatique de cette situation. La foi religieuse n'est donc plus nécessairement un parcours depuis l'enfance. Elle devient une étape de vie. Notons d'ailleurs que 8 % des moins de trente-cinq ans se disent pratiquants, ce qui est plus que le nombre total de musulmans pratiquants (4 %). Dans une société où les appartenances s'effilochent, ce pourcentage n'est pas marginal. Si le protestantisme et le bouddhisme sont en croissance, c'est sans doute en partie parce qu'ils sont tous les deux axés sur l'individu. Ils sont en phase avec une certaine autonomie du croyant.

L'appartenance religieuse fait en effet problème. Dans l'enquête de 2007, 50 % de nos concitoyens ne se reconnaissent dans aucune institution. La religion n'a pas disparu pour autant, mais les gens assument seuls leurs parcours. Les autres institutions

comme la politique, le syndicat, l'école connaissent d'ailleurs le même genre de difficultés. Notre société s'individualise, il y a une désaffiliation sociale par rapport aux organisations classiques, qu'elles soient philosophiquement religieuses ou autres. Ceux qui quittent l'Église catholique ne s'enrôlent d'ailleurs pas aussitôt ailleurs, dans la laïcité organisée par exemple. Il faut cependant aller plus loin. Ne serait-il pas plus pertinent d'affirmer que les gens recomposent autrement leurs appartenances — notamment au point de vue religieux? Mais nous n'avons pas encore assez d'instruments pour le mesurer. Nous avons été habitués à façonner notre

vision de la société par une pensée en termes de piliers. On était pour ou contre. Or actuellement, nous n'avons plus de catégories étanches. Ce mouvement apparaît notamment dans les villes comme Bruxelles. Là, il y a autant d'appartenances que d'individus. C'est dans les zones urbaines qu'il y a une prise en charge très importante par les laïcs et qu'il y a très peu de hiérarchie. C'est une structure religieuse beaucoup plus adaptée à l'adhésion individuelle. L'appareillage institutionnel y est réduit au minimum. C'est l'émotion, l'expérience individuelle ou collective, la spontanéité, l'échange authentique qui sont mis en avant.

PORTRAIT-ROBOT DU CATHOLIQUE PRATIQUANT

- * 90 % sont certains, ou presque, que Dieu existe
- * 89 % ont une opinion favorable de la communauté catholique locale, 85 % de l'Église de Belgique et 81 % de l'Église universelle
- * 86,5 % fêteront Pâques
- * 85 % disent avoir une foi stable ou en croissance
- * 79 % croient en un au-delà, mais seulement 44 % le définissent avec les mots de la foi (résurrection des morts, paradis, jugement)
- * 59 % prient régulièrement ou tous les jours, d'abord pour remercier Dieu et pour les autres; pour soi-même, pour adorer et pour demander pardon ensuite.
- * 44 % disent que l'on peut avoir avec Dieu une relation personnelle
- * 26 % estiment qu'une religion détient la vérité ou qu'elle l'approche de plus près

D'après l'enquête *Vers L'Avenir-Dimanche*-UCL de février 2007

BRUXELLES ET BRABANT WALLON

En 1998, il apparaissait donc clairement que Bruxelles et sa banlieue représentaient un territoire particulièrement avancé de déchristianisation institutionnelle, et de ce fait un laboratoire particulièrement intéressant pour étudier les recompositions en cours. La caractéristique principale de cet ensemble est

son statut urbain ou périurbain. Dans le Baromètre de 2005, la différence bruxelloise est flagrante. Alors que jadis, on pouvait observer que les grandes villes et les milieux urbains étaient moins religieux, il semble bien que l'on assiste à l'inverse aujourd'hui. Sur la base des données du Baromètre 2005, nous avons, en effet, étudié séparément Bruxelles et le

Brabant wallon, d'une part, et, de l'autre, le reste de la Wallonie. Respectivement, 174 personnes et 484, soit 26 et 74 %. La population gravitant autour de Bruxelles et celle du Brabant wallon sont nettement plus jeunes: 60 % ont quarante-quatre ans et moins (Wallonie: 49 %). C'est dans cet espace géographique que l'on peut observer le plus nettement l'évolution religieuse d'aujourd'hui.

La Wallonie continue à se référer davantage au catholicisme (53 % se déclarent catholiques). À Bruxelles et dans le Brabant wallon, ils ne sont que 35 %, mais les autres religions y apparaissent davantage: 14,5 % se déclarent musulmans et 9 % protestants. C'est aussi en Wallonie que les athées (18 %) et les agnostiques (17 %) sont les plus nombreux (pour 14 % et 13 % à Bruxelles et dans le Brabant wallon); 35 % sont non croyants (pour 28 % à Bruxelles et dans le Brabant). On remarquera d'ailleurs que la foi religieuse et la spiritualité sont des valeurs plus importantes aux yeux des Bruxellois et des Brabançons (34 %, si l'on additionne les deux premiers choix — pour 16 % en Wallonie). Si la Wallonie se dit plus catholique, elle est nettement moins pratiquante (23 % pour 38 % à Bruxelles et dans le Brabant, quelle que soit la religion).

L'enquête de 2007 va en bonne partie dans la même direction. Ils sont 35 % à se dire chrétiens à Bruxelles et dans le Brabant wallon, pour plus de 50 % en Wallonie. Alors que l'athéisme (respectivement 25 et 23 %), et l'agnosticisme (14,5 et 13,5 %) y sont identiques, c'est

surtout la multiplication d'autres adhésions qui tranchent. Avec 19 % pour les autres confessions, Bruxelles et le Brabant wallon semblent véritablement s'ancrer dans un religieux transnational, apparaissent diversifiés et multiculturels, là où la Wallonie en comptabilise à peine 6 %. Cette distinction est également visible chez les chrétiens, qui sont catholiques à 95 % en Wallonie, et à 89 % à Bruxelles et dans le Brabant wallon.

Si on se concentre sur l'appartenance religieuse, là aussi réalités bruxelloise et wallonne divergent en 2007. Se définir comme appartenant à une Église chrétienne est le fait de 43,4 % des Wallons pour 26,8 % à Bruxelles et en Brabant wallon. Dans le même sens, ils sont 47 % des Wallons à n'appartenir à aucune institution religieuse classique, pour 58 % des Bruxellois et des Brabançons.

Revenons aux données de 2005. C'est dans les milieux de la capitale que les croyants ont plus tendance à parler de leur foi en termes forts (31 %) et comme ayant tendance à se renforcer (26 %). En Wallonie, 26 % disent qu'elle s'affaiblit et seuls 23 % affirment avoir une foi forte. La prière tous les jours s'élève à 25 % (13 % dans le reste de la Wallonie). On ne s'étonnera pas de voir dès lors à Bruxelles et dans le Brabant wallon tous les indicateurs de croyance religieuse plus élevés qu'en Wallonie. Même pour les gestes religieux: la pratique (hebdomadaire ou seulement pour les fêtes) s'élève à 60 % (42 %), le recueillement dans un lieu de culte à 54 % (47 %); la célébration en groupe à 43 % (20,5 %); la participation à

une communauté religieuse 33 % (14 %) : les pèlerinages à 17 % (13 %) et les retraites à 15 % (10 %). Par contre, entrer dans une église et y faire brûler un cierge, pratique éminemment catholique, concerne 46 % des Wallons (pour 24,5 %).

Les données de 2007, avec un échantillon nettement plus athée et non croyant (30 % disent n'avoir jamais eu la foi contre 15 % en Wallonie) vont cependant largement dans le même sens. Ici aussi la foi des Bruxellois se renforce (16 %) plus qu'en Wallonie (11 %), ici aussi la foi des Wallons s'affaiblit plus (21,5 %) que celle des Bruxellois (13,5 %), et tout cela sur un arrière-fond de plus grande incertitude religieuse bruxelloise (50 % ne prient jamais ; plus de 55 % ne savent pas si Dieu existe, ou n'y croient pas). Et ces tendances sont visibles également pour le seul sous-groupe catholique.

Pas besoin d'un grand dessin pour comprendre qu'il se joue quelque chose de tout à fait novateur dans cet ensemble géographique de la capitale belge et sa banlieue. Une analyse plus poussée permettrait de mettre en évidence une mutation du rapport à l'espace et au temps dans notre société ultramoderne et urbanisée, dont Bruxelles et le Brabant wallon sont, plus que d'autres lieux, un laboratoire. La stabilité territoriale et la temporalité lente (au rythme des saisons et des jours de la semaine) font place, dans cette société ultra-urbaine, à une mobilité plus grande (et même virtuelle : il n'est même plus besoin de se déplacer pour communiquer) et à une accélération du temps (qui, lui, est qualifié de « réel » quand il est particulièrement

rapide) que l'on désigne souvent par le mot de « stress ». Dans ce nouvel univers, il ne s'agit plus de baliser son terrain ou de se positionner par rapport à une hiérarchie ecclésiastique, mais de tisser un réseau de relations religieuses ou spirituelles. À l'intérieur de celui-ci se multiplient alors les échanges. La démarche spirituelle et religieuse se trouve ainsi renouvelée, dynamisée, enrichie par les différences rencontrées... dans une dynamique pluraliste d'un spectre religieux élargi, allant de l'athéisme militant au fondamentalisme religieux.

Dans cette perspective, nous pouvons suivre Danièle Hervieu-Léger lorsqu'elle affirme que le catholicisme rural s'est « exculturé » de cette culture urbaine montante. Mais nous ne nous arrêtons pas à ce constat d'« exculturation ». Un nouveau ferment est à l'œuvre en ville. Le monde urbain semble remodeler un nouveau religieux, auquel les religions traditionnelles, et précisément ici le catholicisme, nous semblent participer pleinement. ■

Bibliographie sélective

Voyé L., Dobbelaere K. (2000), « De la religion : ambivalences et distancements », dans Bawin-Legros, B., Voyé L., Dobbelaere K., Elchardus M., *Belges toujours. Fidélité, stabilité et tolérance. Les valeurs des Belges en l'an 2000*, Bruxelles, De Boeck Université.

Ormières J.-L. (2005), *L'Europe désenchantée. La fin de l'Europe chrétienne ? France, Belgique, Espagne, Italie, Portugal*. Fayard.

Christians L.-L., Servais O. (2005), dir. « Au-delà du syncrétisme : le bricolage en débat », dans *Social Compass*, Vol. 52, n° 3, p. 275-336.

Delhez Ch., Servais O. (2006), « Où en sont religion et spiritualité ? », dans *Revue Générale*, vol. 141, n° 8-9, p. 7-16.

Servais O. (2006), « Vers un religieux pluriel ? Crise institutionnelle et avènement d'une culture religieuse réticulaire en Belgique francophone », dans *Lumen Vitae*, vol. 61, n° 2, p. 161-178.